

Seule alternative à la politique de ce gouvernement: S'organiser pour gagner sur nos revendications Toutes et tous mobilisé·es le 4 février !

Malgré les conséquences économiques, sociales, environnementales et désormais sanitaires des politiques ultralibérales menées depuis des années, le gouvernement persiste et signe dans sa stratégie du choc.

Alors que le Président de la République reconnaissait il y a moins d'un an la nécessité de sortir la santé du secteur marchand, les lits et les services continuent à fermer à l'hôpital public, les personnels sont toujours maltraités, et le secteur est de plus en plus confié aux intérêts privés !

Dans les faits, les mesures prises par l'exécutif pour officiellement faire face à une pandémie présentée comme sans précédent, protègent les intérêts des plus aisé.e.s et des grands groupes au détriment des salarié.e.s et de l'ensemble de la population.

En effet, ces politiques gouvernementales plongent une grande partie de la population - notamment la jeunesse et les travailleuse.eur.s indépendant.es et salarié.es de la culture, du tourisme, de l'hôtellerie comme de la restauration... impacté.e.s par les fermetures administratives - dans la précarité et la pauvreté. En guise de solidarité, les actionnaires et les patrons des grosses entreprises bénéficient de réductions d'impôts et de milliards d'euros pour la « relance », alors même qu'ils multiplient les plans de licenciements.

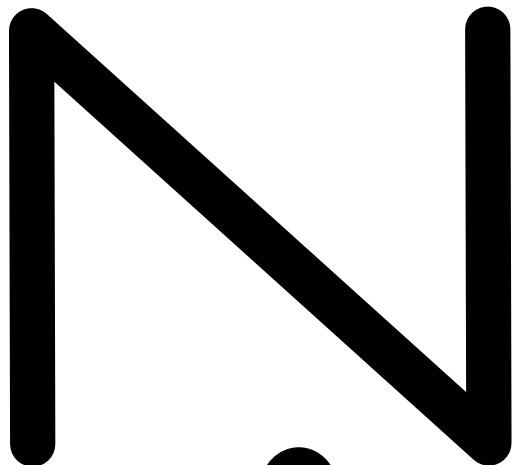
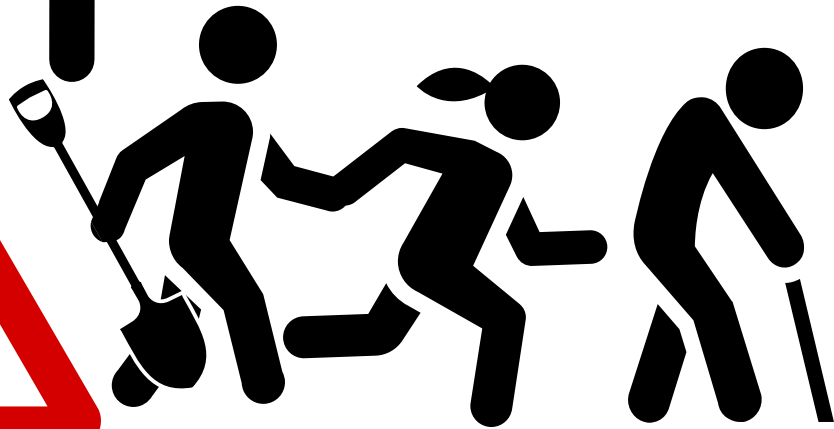
Dans le même temps, le SMIC est revalorisé à moins de 1%, le point d'indice des fonctionnaires reste gelé, la menace de la réforme de l'assurance chômage pour les travailleur.euse.s les plus précaires est toujours présente, de même que la contre-réforme des retraites, le bac est remis en cause et les étudiant.es interdit.es d'étude pendant que les contre-réformes se multiplient dans l'Education nationale ! Nous ne pouvons pas accepter qu'une génération de jeunes soit sacrifiée !

Ce n'est pas d'un « plan de relance » dont nous avons besoin mais d'un plan de rupture avec les logiques du capital. Nous exigeons :

- L'arrêt des plans de suppressions d'emplois et des licenciements,
- La revalorisation des salaires, minimas sociaux et pensions de retraites,
- Des aides publiques uniquement pour le maintien et la création d'emploi, pour le développement de filières industrielles et soucieuses de l'environnement et des conditions de travail des salarié.e.s,
- La suppression des dividendes versées aux actionnaires en 2020 pour les réinjecter dans le social, l'économie et l'environnement,
- Le développement des services publics, ce qui passe par la création massive de postes, en particulier dans l'enseignement et la santé,
- La réduction du temps de travail,
- L'abrogation de la réforme de l'assurance, chômage et l'ouverture des droits pour tou.te.s : les salarié.e.s ne sont pas responsables du chômage de masse,
- La fin du pillage de la Sécurité sociale pour qu'elle puisse protéger à 100% contre les aléas de la vie,
- Le retrait définitif de la réforme des retraites pour un système garantissant un départ à la retraite à 60 ans à taux plein,
- La revalorisation des accords professionnels pour les carrières dans les secteurs dits essentiels et très exposés (médico-social, éducation, commerce...).

Par ses politiques autoritaires, le gouvernement essaye de museler notre colère. Continuons le combat pour le retrait de ses lois liberticides et utilisons notre droit à la grève et à manifester. Face à ces attaques, les organisations syndicales et de jeunesse de l'Isère appellent à unifier la riposte en faisant de cette journée d'action une puissante journée pour faire entendre nos revendications !

Seule alternative
à la politique de ce gouvernement :
s'organiser pour gagner sur nos revendications
Toutes et tous mobilisé-es !



**MANIFESTATION
JEUDI 4 FEVRIER 2021
RDV A LA GARE DE
GRENOBLE
10 H**

